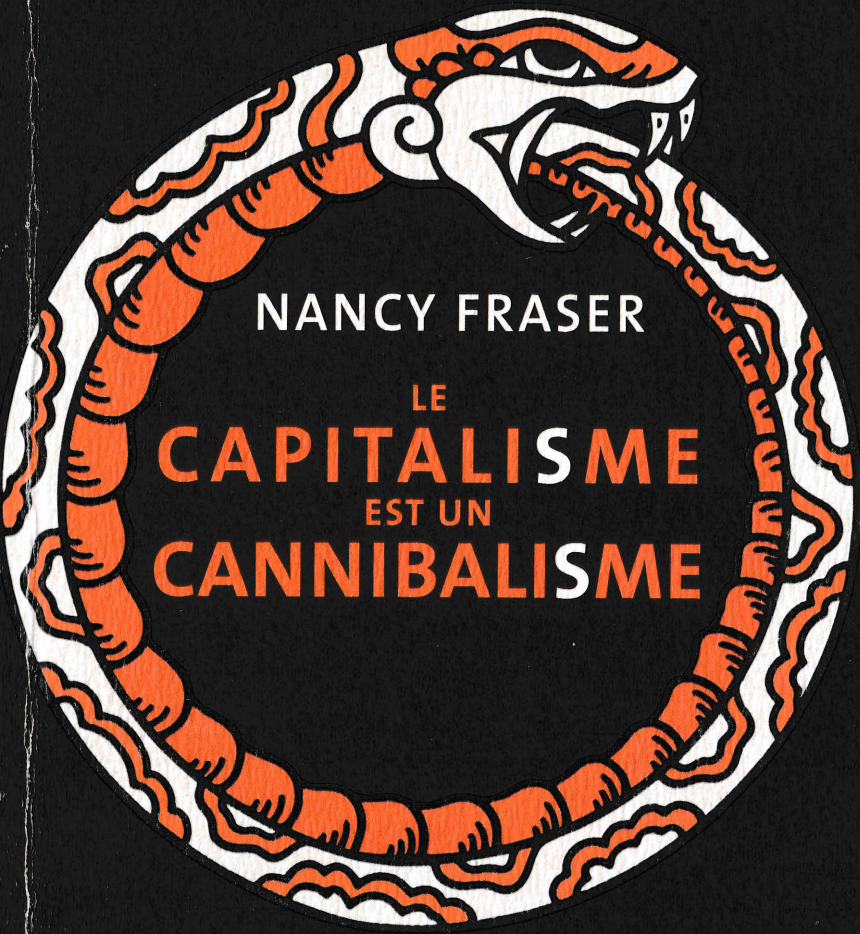




NANCY FRASER

LE
CAPITALISME
EST UN
CANNIBALISME

AGON
CONTREFEUX

**Dans la même collection,
dirigée par Thierry Discepolo**

- OLIVIER BARANCY, *Plaidoyer contre l'urbanisme hors-sol et pour une architecture raisonnée — Misère de l'espace moderne. La production de Le Corbusier et ses conséquences*
- DIDIER BILLION & CHRISTOPHE VENTURA, *Désoccidentalisation. Repenser l'ordre du monde*
- MURRAY BOOKCHIN, *Changer sa vie sans changer le monde — La Révolution à venir*
- NOAM CHOMSKY, *De la responsabilité des intellectuels — Guerre nucléaire et catastrophe écologique — (avec EDWARD HERMAN), La Fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*
- VICTOR COLLET, *Du taudis au Airbnb. Petite histoire des luttes urbaines à Marseille*
- THOMAS FRANK, *Le Populisme, voilà l'ennemi! — Le Marché de droit divin*
- STEFANIA MAURIZI, *L'Affaire WikiLeaks. Médias indépendants, censure et crimes d'État*
- PETER MERTENS, *Mutinerie. Comment le monde bascule*
- PAULINE PERRENOT, *Les Médias contre la gauche*
- DOMINIQUE PINSOLLE, *À bas la presse bourgeoise! Deux siècles de critique anticapitaliste des médias, de 1836 à nos jours*
- MATHIAS REYMOND, *Au nom de la démocratie, votez bien!*

© Nancy Fraser, 2022
Verso

Royaume-Uni : 6 Meard Street, Londres W1F 0EG
États-Unis : 388 Atlantic Avenue, Brooklyn, New York 11217
www.versobooks.com

© Agone, 2025
18, boulevard de Paris, 13003 Marseille
www.agone.org
ISBN 978-2-7489-0572-4

Nancy Fraser

Le capitalisme est un cannibalisme

Comment notre système dévore
la démocratie, les liens sociaux et la planète
— et ce qu'on peut faire pour y remédier

Traduit de l'anglais par Laure Mistral

AGONE

Préface. Capitalisme cannibale : on est cuits ?

I NUTILE DE RAPPELER AUX LECTEURS de ce livre qu'on est mal barrés. Ils sont déjà au parfum, et même assommés sous les coups de misères présentes ou imminentes : dette écrasante, travail précaire et survie menacée ; services à la baisse, infrastructures en ruine et renforcement des frontières ; violence raciale, pandémies mortelles et conditions météorologiques extrêmes – le tout sur fond de dysfonctionnements politiques qui bloquent notre capacité à envisager des solutions et à les mettre en œuvre. Puisqu'il n'y a là rien de nouveau, nous n'allons pas nous y attarder.

Ce que propose ce livre, c'est plutôt une plongée jusqu'à la source de toutes ces calamités. Il diagnostique les causes du mal et désigne le coupable. « Capitalisme cannibale » est le nom que je donne au système social qui nous a conduits là où nous en sommes. Pour comprendre la pertinence de cette expression, examinons chacun des « mots en *c*¹ » qui la composent.

Le mot « cannibalisme » a plusieurs sens. Le plus courant, et le plus concret, est la « consommation

Les notes de référence, en chiffres arabes, sont rassemblées par chapitre, *infra*, p. 267. Les mots marqués d'un astérisque* sont en français dans le texte. On trouvera un index p. 279.

Édition préparée par Iris Delhoum, Sarah Blandinières, Pauline Guily et Marie Laigle.

1. Par analogie avec le *n word* (« le mot en *n* »), formule employée pour ne pas utiliser l'appellation stigmatisante de *nigger*. [ndt]

rituelle de chair humaine par un être humain ». Chargé d'une longue histoire raciste, le terme a été appliqué par logique inversée aux Noirs africains victimes de la prédation impériale européenne. Il y a donc une certaine satisfaction à prendre le contre-pied et à l'invoquer ici pour décrire la classe capitaliste – un groupe, comme nous allons le montrer, qui se nourrit de tous ceux qui n'en font pas partie. Mais le mot a aussi un sens figuré qui traduit une vérité plus profonde de notre société. Le verbe « cannibaliser » signifie « priver une organisation ou une entreprise d'un élément essentiel de son fonctionnement dans le but d'en créer ou d'en soutenir une autre ». Nous verrons que c'est une assez bonne approche de la relation entre l'économie capitaliste et les éléments non économiques du système – familles et populations, habitats et écosystèmes, structures étatiques et pouvoirs publics – que l'économie vide de leur substance pour assouvir ses appétits.

En astronomie, on dit qu'un objet céleste en cannibalise un autre lorsqu'il incorpore la masse de ce dernier par attraction gravitationnelle. Nous verrons que c'est exactement ainsi que le capital attire dans son orbite les richesses naturelles et sociales des zones périphériques du système mondial.

Enfin, il y a l'ouoroboros – le serpent de la couverture – qui s'autocannibalise en se mordant la queue. L'image s'applique tout aussi justement à un système voué à dévorer les bases sociales, politiques et écologiques de sa propre existence – et de la nôtre. En définitive, la métaphore du cannibalisme offre plusieurs pistes prometteuses pour analyser la société capitaliste. Elle nous invite à envisager

cette société comme l'institutionnalisation d'une frénésie boulimique dont nous sommes le plat de résistance.

« Capitalisme » mérite pour le moins quelques clarifications sur le terme. Il sert habituellement à désigner un système économique fondé sur la propriété privée et les échanges marchands, le travail salarié et la production en vue de bénéfices. Mais cette définition trop étroite occulte la véritable nature du système au lieu de la révéler. Je soutiens ici que le mot « capitalisme » recouvre une réalité plus vaste : un ordre sociétal qui permet à une économie fondée sur le profit de se repaître des composantes extra-économiques dont elle a besoin pour fonctionner – les richesses expropriées de la nature et des populations assujetties ; les multiples formes de travail de *care*, chroniquement sous-évaluées quand elles ne sont pas totalement niées ; les biens et pouvoirs publics, dont le capital réclame à grands cris la réduction et tente de l'obtenir par tous les moyens ; ou encore l'énergie et la créativité des travailleurs. Bien qu'elles n'apparaissent pas dans les bilans des entreprises, ces formes de richesses sont des conditions préalables essentielles aux profits et aux gains qui y figurent. Véritables piliers de l'accumulation, elles sont, elles aussi, des éléments constitutifs de l'ordre capitaliste.

Dans ce livre, « le capitalisme » ne renvoie donc pas à un type d'économie, mais de *société* : une société qui autorise une économie dont le but officiel est d'accumuler de la valeur monétisée dans les poches des investisseurs et des propriétaires tout en dévorant les richesses non économiques de ceux

qui n'en sont pas. En servant toutes ces richesses sur un plateau aux classes dirigeantes, cette société les invite à engloutir nos capacités créatives et la terre qui nous nourrit, sans la moindre obligation de remplacer ce qu'elles consomment ou de réparer ce qu'elles abîment. Avec une recette pareille, on est sûrs de boire le bouillon. Tel l'ouoboros qui se mord la queue, la société capitaliste est prête à dévorer sa propre substance. Véritable générateur d'autodéstabilisation, elle provoque des crises périodiques tout en rongeant systématiquement les fondements de notre existence.

C'est donc au capitalisme cannibale que nous devons la crise actuelle. À vrai dire, il s'agit d'une crise d'un genre inhabituel produite par la convergence de toutes sortes d'appétits gloutons. Ce à quoi nous sommes confrontés, après des décennies de financiarisation, n'est pas « juste » une crise de l'inégalité galopante et du travail précaire à bas salaire; ni « uniquement » une crise du *care* ou de la reproduction sociale¹; ni « seulement » une crise des migrants et de la violence raciale. Il ne s'agit pas non plus « que » d'une crise écologique dans laquelle une planète qui se réchauffe libère des fléaux mortels, ni d'une « simple » crise politique caractérisée par des infrastructures vidées de leur substance, un militarisme exacerbé et une prolifération d'hommes forts. Pas de chance, c'est

1. L'expression « reproduction sociale » désigne dans cet ouvrage les formes de *care* et d'interactions qui créent et font perdurer les êtres humains et les liens sociaux (et non le phénomène sociologique, décrit par Pierre Bourdieu, dans lequel les individus restent à une même position sociale d'une génération à l'autre). [ndt]

bien pire : une crise généralisée de l'ordre sociétal où toutes ces calamités convergent et s'exacerbent mutuellement au risque de nous engloutir.

Ce livre dresse la carte de cet enchevêtrement gigantesque de dysfonctionnements et de dominations. En élargissant notre représentation du capitalisme pour y inclure les ingrédients extra-économiques inscrits au menu du capital, il réunit tous les conflits, oppressions et contradictions de la conjoncture actuelle. Dans cette perspective, l'injustice structurelle renvoie à l'exploitation d'une classe par une autre, évidemment, mais aussi à la domination de genre et à l'oppression raciale-impériale – deux corollaires non contingents d'un ordre sociétal qui subordonne la reproduction sociale à la production de marchandises et requiert l'expropriation de personnes racisées pour garantir une exploitation juteuse. De même, les contradictions du système conduisent non seulement à des crises économiques, mais aussi à des crises sociales, écologiques et politiques qui éclatent aujourd'hui – et pour lesquelles on peut remercier la longue période de gloutonnerie financière connue sous le nom de « néolibéralisme ».

En dernier lieu, le capitalisme cannibale engendre un mélange complexe et multiforme de luttes sociales : non seulement des luttes de classes sur le lieu de production, mais aussi des luttes de frontières au niveau des articulations constitutives du système. Là où la production se heurte à la reproduction sociale, le système suscite des compétitions pour le *care*, public ou privé, rémunéré ou non. Là où l'exploitation croise l'expropriation, il attise des conflits sur la

« race », la migration et l'empire. De même, là où l'accumulation rencontre le patrimoine naturel, le capitalisme cannibale alimente des luttes autour des terres et de l'énergie, de la flore et de la faune, de la survie de la planète. Enfin, là où les marchés mondiaux et les mégacorporations affrontent les États nationaux et les institutions de gouvernance transnationale, ils font naître des contestations sur la forme, le contenu et la capacité d'action de la puissance publique. Tous ces aspects de notre situation actuelle trouvent leur place dans une conception élargie du capitalisme – à la fois unitaire et différenciée.

Fort de cette définition, *Le capitalisme est un cannibalisme* pose une question existentielle des plus pressantes : « On est cuits ? » Peut-on concevoir un moyen de démanteler le système social qui nous conduit tout droit à l'anéantissement ? Peut-on s'unir pour surmonter dans sa globalité la crise que ce système a engendrée – pas « juste » le réchauffement de la Terre, ni « seulement » la destruction progressive de notre pouvoir à agir collectivement dans la sphère publique, ni « uniquement » l'attaque en règle contre notre capacité à prendre soin les uns des autres et à maintenir des liens sociaux, ni le « simple » transfert disproportionné de la charge environnementale mondiale sur les populations pauvres, ouvrières et racisées, mais la crise *généralisée* dans laquelle ces divers maux sont imbriqués ? Peut-on envisager un projet émancipateur et contre-hégémonique de transformation écosociétale d'une ampleur et d'une portée suffisantes pour coordonner les luttes de multiples mouvements sociaux, partis politiques, syndicats et

autres – un projet visant à mettre le cannibale hors d'état de nuire une bonne fois pour toutes ?

Une fois que nous aurons élargi notre point de vue sur le capitalisme, il faudra également étendre notre représentation de ce qui devrait le remplacer. Qu'on l'appelle « socialisme » ou d'un tout autre nom, l'alternative recherchée ne peut se contenter de réorganiser l'économie du système. Elle doit aussi réorganiser le rapport de ce dernier à toutes les formes de richesses qu'il cannibalise aujourd'hui. Ce qu'il faut réinventer, c'est donc la relation entre production et reproduction, puissance privée et puissance publique, société humaine et nature non humaine. Aussi ardue que paraisse la tâche, c'est là que réside notre seul espoir. Ce n'est qu'en voyant grand que nous pourrions nous donner une chance de vaincre le capitalisme cannibale et sa propension implacable à tous nous engloutir.

I. Omnivore : pourquoi il faut élargir notre conception du capitalisme

LE CAPITALISME FAIT SON RETOUR ! Alors que depuis des décennies on ne trouvait plus guère le terme que dans les écrits des penseurs marxistes, aujourd'hui des commentateurs de tous bords s'inquiètent publiquement de la soutenabilité du capitalisme, des chercheurs de toutes obédiences s'efforcent d'en systématiser la critique, et des militants se mobilisent dans le monde entier contre ses pratiques. Il est certain que le retour du mot « capitalisme » est le bienvenu ; c'est un indicateur sans équivoque, s'il était besoin, de la profondeur de la crise actuelle – et de l'attente générale d'une analyse systématique du phénomène. Ce que révèlent, de manière symptomatique, tous ces débats sur le capitalisme, c'est une prise de conscience croissante que les fléaux hétérogènes qui nous frappent – qu'ils soient financiers, économiques, écologiques, politiques ou sociaux – peuvent être rapportés à une source commune et que les réformes qui ne s'attaquent pas aux fondements structurels de ces fléaux sont vouées à l'échec. De même, la renaissance du terme témoigne du souhait, dans nombre de milieux, de proposer une grille d'analyse qui relie entre elles les diverses luttes sociales de notre temps – une

grille d'analyse capable de promouvoir une étroite coopération entre les courants progressistes les plus avancés, voire leur unification en un seul bloc contre-systémique. L'intuition que « le capitalisme » puisse fournir la catégorie centrale d'une telle analyse est parfaitement fondée.

Néanmoins, ce discours est davantage le désir symptomatique d'une critique systématique qu'une contribution substantielle à celle-ci. Après des décennies d'amnésie sociale, on trouve certes de jeunes militants et chercheurs spécialisés dans l'analyse du discours, mais totalement ignorants des traditions de la *Kapitalkritik*. C'est seulement depuis peu qu'ils se demandent comment réactualiser celle-ci afin d'éclairer la conjoncture actuelle.

Leurs « aînés » qui ont vécu la grande époque d'effervescence anticapitaliste auraient pu leur prodiguer quelques conseils s'ils n'étaient encombrés de leurs propres œillères. En dépit de leurs bonnes intentions déclarées, ils n'ont pas réussi à intégrer de manière systématique dans leur compréhension du capitalisme les apports du féminisme, de l'écologie, du postcolonialisme et de la théorie de la libération des Noirs.

Le résultat, c'est que nous vivons une crise capitaliste d'une extrême gravité sans théorie critique qui soit à même de l'éclairer – et encore moins de nous orienter vers une résolution émancipatrice. Certes, la crise d'aujourd'hui ne cadre pas avec les modèles classiques dont nous avons hérité : elle est multidimensionnelle, englobant non seulement l'économie officielle, finance incluse, mais aussi des phénomènes « non économiques » tels que le dérè-

glement climatique, le « déficit de *care* » et l'érosion des pouvoirs publics à tous les niveaux. Pourtant les modèles de crise connus ont tendance à se concentrer exclusivement sur l'économie, qu'ils isolent et privilégient au détriment d'autres aspects. Par ailleurs, la crise actuelle donne lieu à des configurations politiques et à des formes de conflits sociaux inédites. Au cœur de cette constellation, les luttes liées à la nature, à la reproduction sociale, à la spoliation et aux pouvoirs publics dénoncent de multiples niveaux d'inégalité, parmi lesquels la nationalité/race-ethnie, la religion, la sexualité et la classe. Or les modèles théoriques disponibles sur ces questions manquent tout autant de pertinence, car ils continuent d'accorder la priorité aux luttes liées au travail sur le lieu de production. Ce qui nous fait donc défaut, ce sont des définitions du capitalisme et de la crise capitaliste adaptées à notre époque.

Le capitalisme est un cannibalisme permet de combler cette lacune. Dans ce chapitre, je commencerai par m'interroger sur ce qui fonde l'argument principal de Karl Marx dans le Premier Livre du *Capital*. Cette œuvre, qui a beaucoup à offrir en termes de ressources conceptuelles générales, est dans son principe ouverte aux préoccupations plus larges que je viens de mentionner. Cependant elle ne prend pas systématiquement en compte le genre, la race, l'écologie et le pouvoir politique en tant qu'axes structurants de l'inégalité dans les sociétés capitalistes, et encore moins en tant qu'enjeux et prémisses de la lutte sociale. C'est pourquoi il est nécessaire de reprendre ses meilleures analyses pour les reconstruire. Ma stratégie sera donc de

partir de Marx pour aller *au-delà*, dans l'espoir de jeter une lumière nouvelle sur certaines questions anciennes : qu'est-ce au juste que le capitalisme, et comment le conceptualiser au mieux ? Doit-on le considérer comme un système économique, une « forme de vie éthique » ou un ordre sociétal institutionnalisé ? Par quoi se caractérisent ses « tendances aux crises » et où faut-il les situer ?

Les caractéristiques du capitalisme selon Marx

Pour commencer, rappelons ce que Marx considère comme les caractéristiques du capitalisme. Le raisonnement que je vais suivre pour définir le capitalisme cannibale va donc sembler orthodoxe à première vue. J'ai toutefois l'intention de le « désorthodoxiser » assez vite en montrant que ces caractéristiques en présupposent d'autres, qui constituent leurs conditions d'arrière-plan. Tout comme Marx a regardé au-delà de la sphère de l'échange, dans l'« antre secret » de la production, pour découvrir ce que cache le capitalisme, je chercherai pour ma part les conditions de possibilité de la production au-delà de cette sphère, dans des domaines encore plus cachés.

Pour Marx, la première caractéristique du capitalisme est la propriété privée des moyens de production, qui suppose une division de classe entre propriétaires et producteurs. Cette division est née de l'écèlement d'un monde social antérieur dans lequel la plupart des gens, quelle que soit leur place dans la société, avaient accès aux moyens de sub-

sistance et de production – nourriture, logement et habillement, mais aussi outils, terre et ouvrage – sans devoir passer par un marché du travail. Le capitalisme a bouleversé ces dispositions. Il a divisé les biens communs par des *enclosures*¹, abrogé les droits d'usage coutumiers de la majorité et transformé les ressources partagées en propriétés privées détenues par une toute petite minorité.

Voilà qui nous mène tout droit à la deuxième caractéristique du capitalisme selon Marx : le libre marché du travail. Une fois coupée des moyens de production, la grande majorité a dû passer par cette institution particulière pour travailler et obtenir ce dont elle avait besoin pour vivre et élever ses enfants. Il convient de souligner à quel point le libre marché du travail est étrange, « contre-nature », et unique dans l'histoire. Ici, la main-d'œuvre est « libre » dans un double sens : d'abord par son statut juridique – n'étant pas soumise à l'esclavage ou au servage, ni attachée à un lieu donné ou à un maître particulier, elle est mobile et en mesure de conclure un contrat de travail ; mais elle est aussi « libre », au sens où elle est privée de tout accès aux moyens de subsistance et de production, notamment aux droits d'usage coutumiers sur la terre et les outils, et donc privée des ressources et des droits qui lui

1. Terme anglais désignant la clôture d'une terre et, par extension, l'évolution qui, à partir du XVII^e siècle, a conduit à l'appropriation privée des terres communales, provoquant du même coup la paupérisation d'une masse de paysans sans terre, dont les animaux se nourrissaient dans ces pâtures communes. « Marx a fait des *enclosures* le début de la prolétarianisation qui a permis à la révolution industrielle naissante de trouver sans difficulté la main-d'œuvre bon marché et exploitée dont le capitalisme avait besoin¹. » [ndt]

permettraient de se soustraire au marché du travail¹. Ainsi, le capitalisme se définit en partie par l'institution et l'emploi d'une main-d'œuvre salariée (doublement) libre, même si, comme nous le verrons, il repose également sur une très importante main-d'œuvre non libre ou dépendante, non reconnue ou non rémunérée.

Vient ensuite le phénomène tout aussi étrange de la valeur qui s'accroît « d'elle-même » – la troisième caractéristique du capitalisme selon Marx¹¹. Une des singularités du capitalisme est sa poussée systémique objective : l'accumulation du capital. Tout ce que font les propriétaires en tant que capitalistes vise à l'accroissement de leur capital. Comme les producteurs, ils sont également soumis à une compulsion systémique particulière. Les efforts déployés par chacun pour satisfaire ses besoins sont indirects, dépendants de quelque chose d'autre qui a la priorité – un impératif supérieur inscrit dans un système impersonnel : la tendance propre du capital à l'« auto »-accroissement sans fin. C'est

I. « Premièrement le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre ; être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse². » [ndt]

II. Dans la tradition marxiste, le capital est souvent défini comme une *valeur qui s'accroît d'elle-même*. Mais cette formulation est trompeuse. En réalité, le capital se développe à la fois en s'appropriant le surplus du temps de travail des salariés exploités et en expropriant les richesses non marchandisées ou sous-marchandisées des travailleurs de *care*, des populations racisées et de la nature. En d'autres termes, il ne croît pas tout seul, mais en *nous* cannibalisant. J'insiste sur ce point en mettant « d'elle-même » entre guillemets.

là l'idée de génie de Marx. Dans une société capitaliste, dit-il, le capital lui-même devient Sujet. Les êtres humains sont des serviteurs, réduits à chercher les moyens de se glisser dans les interstices pour se procurer ce dont ils ont besoin – sans jamais cesser de nourrir la bête.

La quatrième caractéristique concerne le rôle particulier des marchés dans la société capitaliste. Il y a toujours eu des marchés, y compris dans des sociétés non capitalistes. Leur fonctionnement dans le capitalisme se distingue toutefois sur deux points. Premièrement, dans la société capitaliste, les marchés servent à répartir les principaux intrants pour la production de marchandises. Considérés par l'économie politique bourgeoise comme des « facteurs de production », ces intrants étaient à l'origine définis comme étant la terre, le travail et le capital. Mais non content d'utiliser les marchés pour répartir la main-d'œuvre, le capitalisme s'en sert également pour répartir biens immobiliers, biens d'équipement, matières premières et crédit. Dans la mesure où il répartit ces intrants productifs par le biais des mécanismes du marché, le capitalisme les transforme en marchandises. Pour reprendre l'ingénieuse expression de Piero Sraffa, économiste à Cambridge, c'est un système qui « produit des marchandises au moyen de marchandises »³, bien qu'il repose également, comme nous le verrons, sur un arrière-plan non marchand.

Mais dans une société capitaliste les marchés ont une autre fonction clé : ils déterminent comment le surplus de cette société sera investi. Par « surplus », Marx entendait le fonds commun des énergies sociales excédant celles qui sont nécessaires

pour reproduire une forme de vie donnée et reconstituer ce qui est consommé au cours de cette vie. La manière dont une société utilise ses capacités excédentaires est absolument centrale, car elle soulève des questions fondamentales sur la façon dont les gens veulent vivre – dans quoi ils choisissent d'investir leurs énergies collectives, comment ils envisagent de concilier « travail productif » et vie de famille, loisirs et autres activités – mais aussi la façon dont ils aspirent à établir un lien avec la nature non humaine et ce qu'ils veulent laisser aux générations futures. Les sociétés capitalistes ont tendance à laisser ces décisions aux « forces du marché ». C'est là peut-être leur trait le plus pervers et le plus lourd de conséquences : confier les questions les plus importantes à un mécanisme dévolu à l'accroissement quantitatif de la valeur monétisée et indifférent par nature aux indicateurs qualitatifs de richesse sociale et de bien-être humain. Ce trait est étroitement lié à la troisième caractéristique fondamentale du capitalisme : la directionnalité inhérente au capital mais aveugle, le processus d'« auto »-accroissement par lequel il se constitue en tant que sujet de l'histoire, au détriment des êtres humains qui l'ont produit et qu'il transforme en simples serviteurs.

En soulignant les deux rôles que jouent les marchés, j'entends combattre l'opinion largement répandue selon laquelle le capitalisme vise à la marchandisation générale de la vie. Cette opinion conduit à une impasse, à des fantasmes dystopiques d'un monde totalement marchandisé. Non seulement ces fantasmes négligent les aspects émancipateurs des marchés, mais ils oublient le fait

– mis en évidence par le théoricien des systèmes mondiaux Immanuel Wallerstein – que le capitalisme a souvent fonctionné sur une base de ménages « semi-prolétarisés ». Dans des dispositifs qui permettent aux propriétaires de sous-payer les travailleurs, nombre de ménages tirent une partie de leur subsistance de sources autres que le travail salarié : autoproduction (jardinage, couture), échanges informels (entraide, transactions en nature) et transferts monétaires et services publics de l'État (prestations sociales, services sociaux, biens publics)⁴. Ces dispositifs laissent une part importante des activités et des biens en dehors du périmètre du marché. Il ne s'agit ni de simples reliquats de l'époque précapitaliste ni de pratiques en voie de disparition. Par exemple, si le fordisme du milieu du xx^e siècle a pu promouvoir la consommation de la classe ouvrière dans les pays industrialisés du « centre », c'est grâce aux ménages semi-prolétarisés qui combinaient emplois masculins et tâches ménagères féminines, et par le frein qu'il apportait au développement de la consommation de produits de base dans les pays de la « périphérie ». La semi-prolétarianisation est même encore plus prononcée dans le néolibéralisme, qui a élaboré toute une stratégie d'accumulation en rejetant des milliards de personnes de l'économie officielle vers des zones grises informelles dont le capital siphonne les richesses. Comme nous le verrons, cette sorte d'« accumulation primitive » est un processus continu dont le capital tire profit et qui lui est indispensable.

Le fait est que les aspects marchands des sociétés capitalistes coexistent avec des aspects

non marchands. Il ne s'agit ni d'un hasard ni d'une contingence empirique, mais d'une caractéristique inscrite dans l'ADN du capitalisme. Le terme « coexistence » est cependant trop vague pour rendre compte de la relation entre aspects marchands et aspects non marchands d'une société capitaliste. Il serait plus judicieux de parler d'« imbrication fonctionnelle » ou de « dépendance », sauf que ces termes ne suffisent pas à exprimer la perversité de cette relation⁵. Comme nous allons bientôt le voir, c'est le terme « cannibalisation » qui rend le mieux cet aspect.

Derrière l'« antre secret » de Marx

Jusqu'à présent, j'ai proposé une définition assez orthodoxe du capitalisme, fondée sur quatre caractéristiques fondamentales qui ont tout l'air d'être « économiques ». M'inscrivant dans la démarche de Marx, j'ai dépassé l'idée reçue qui conçoit ce système comme un simple échange marchand, pour arriver à l'« antre secret » de la production. Glissons-nous à présent derrière cet antre secret pour voir ce qui est encore plus caché. Selon moi, la description que fait Marx de la production capitaliste n'a de sens que lorsque nous commençons à préciser ce qui, à l'arrière-plan, la rend possible. La question suivante sera donc : quelles sont les conditions en amont qui rendent possibles ces caractéristiques fondamentales ?

Marx pose d'ailleurs une question du même ordre vers la fin du Premier Livre du *Capital*, dans le chapitre consacré à l'accumulation « primitive » ou

« originelle »⁶. D'où vient le capital ? se demandait-il. Comment la propriété privée des moyens de production a-t-elle vu le jour et comment les producteurs en ont-ils été écartés ? Dans les chapitres précédents, Marx avait mis à nu la logique économique du capitalisme, abstraction faite de ses conditions d'arrière-plan, considérées comme allant de soi. Mais il s'est avéré qu'il y avait tout un scénario d'arrière-plan des origines du capital – une histoire plutôt violente de spoliation et d'expropriation. Qui plus est, comme l'ont souligné les théoriciens de Rosa Luxemburg à David Harvey, ce scénario occulte est toujours d'actualité – contrairement à ce qu'on lit dans *Le Capital*, il n'est pas circonscrit au passé « originel » du capitalisme⁷. L'expropriation est un mécanisme continu d'accumulation qui, bien que non officiel, se poursuit parallèlement au mécanisme officiel d'exploitation – le « scénario de premier plan » de Marx, si l'on peut dire.

Ce mouvement, du scénario de premier plan de l'exploitation au scénario d'arrière-plan de l'expropriation, constitue un glissement épistémique majeur qui jette une lumière différente sur tout ce qui a précédé. Ce déplacement est analogue à celui que Marx opère plus tôt, au début du Premier Livre, lorsqu'il nous invite à quitter la sphère de l'échange marchand – et la définition du capitalisme selon le sens commun bourgeois – pour nous glisser dans l'antre secret de la production, ce qui permet d'adopter une perspective plus critique. Ce premier mouvement nous permet de découvrir un terrible secret : l'accumulation est le fruit de l'exploitation. En d'autres termes, si

le capital s'accroît, ce n'est pas grâce à l'échange d'équivalents, comme le voudrait la définition par le marché, mais justement par son contraire : la non-rémunération d'une partie du temps de travail des producteurs. De même, lorsque, à la fin du Premier Livre, nous passons de l'exploitation à l'expropriation, nous découvrons un secret encore plus terrible : derrière la coercition sublimée du travail salarié se cachent la force brute et le vol pur et simple. Autrement dit, le long développement sur la logique économique du capitalisme, qui constitue la majeure partie du Premier Livre, n'est pas un aboutissement. Il est suivi d'un autre changement de perspective – celle de la dépossession. Ce déplacement vers ce qui est derrière l'« antre secret » est aussi un déplacement vers l'histoire – et vers ce que j'ai appelé les « conditions d'arrière-plan » de l'exploitation.

Il est toutefois permis de penser que Marx n'a pas tiré parti de toutes les implications de ce glissement épistémique de l'exploitation vers l'antre encore plus secret de l'expropriation. Il n'a pas non plus théorisé tous les glissements épistémiques importants que laisse entrevoir sa description du capitalisme. Ces glissements vers des antres encore plus cachés attendent toujours leur conceptualisation, tout comme certaines implications de l'accumulation « primitive ». D'autres volumes du *Capital* sont à écrire si nous voulons développer une compréhension du capitalisme adaptée au *xxi*^e siècle.

De la production de marchandises à la reproduction sociale

Le premier glissement épistémique concerne le passage de la production à la reproduction sociale – à savoir les formes d'approvisionnement, de *care* et d'interactions qui créent et font perdurer les êtres humains et les liens sociaux. Appelées indifféremment « *care* », « travail affectif » ou « subjectivation », ces activités modèlent les sujets humains du capitalisme : elles subviennent à leurs besoins d'êtres naturels incarnés tout en les construisant en tant qu'êtres sociaux dont elles façonnent l'*habitus* et la substance socio-éthique, ou *Sittlichkeit*¹, dans laquelle ils évoluent. Faire des enfants, les socialiser, construire des communautés, produire et transmettre des références communes, des dispositions affectives et des horizons de valeur qui garantissent la coopération sociale sont tout autant d'activités essentielles. Dans les sociétés capitalistes, bon nombre de ces activités – mais pas toutes – s'exercent en dehors du marché, au sein des ménages, des quartiers et de tout un ensemble d'institutions publiques, notamment les écoles et les crèches ; et bon nombre de ces activités – mais pas toutes – ne prennent pas la forme du travail salarié. Or l'activité de reproduction sociale est indispensable à la perpétuation du travail salarié, à l'accumulation de la plus-value et au fonctionnement du capitalisme en soi. Le travail salarié ne pourrait

1. Chez Hegel, la *Sittlichkeit* est la morale inscrite dans les institutions sociales et politiques qui se distingue de la *Moralität*, le sens moral intime de chaque individu. [ndt]

exister s'il n'y avait personne pour se charger des tâches ménagères, de l'éducation des enfants, des soins affectifs et de toutes les autres activités qui contribuent à produire de nouvelles générations de travailleurs et à reconstituer les générations existantes, mais aussi à maintenir les liens sociaux et les représentations communes. À l'instar de l'accumulation « originelle », la reproduction sociale est donc une condition d'arrière-plan indispensable à la production de marchandises.

De plus, sur le plan structurel, la division entre reproduction sociale et production de marchandises est au cœur du capitalisme – c'est en fait un artefact du capitalisme. Comme l'ont souligné nombre de théoriciennes du féminisme, cette distinction est profondément genrée, la reproduction étant associée aux femmes et la production aux hommes. Sur le plan historique, le clivage entre travail « productif » salarié et travail « reproductif » non salarié sert de soubassement aux formes capitalistes modernes de subordination des femmes. Comme celle entre propriétaires et travailleurs, cette séparation repose sur la dissolution d'un monde antérieur – un monde dans lequel le travail des femmes, bien que différent de celui des hommes, était néanmoins visible et reconnu publiquement, faisant partie intégrante de l'univers social. Avec le capitalisme, au contraire, le travail reproductif est détaché, relégué dans une sphère domestique à part, « privée », où sa valeur sociale est occultée. Et dans ce monde nouveau où l'argent est le principal instrument de pouvoir, le fait que ce travail soit non rémunéré ou sous-payé suffit à régler la question : celles qui l'effectuent sont struc-

turellement subordonnées à ceux qui gagnent un salaire en espèces dans la « production », même si le travail « reproductif » constitue une des conditions préalables au travail salarié.

Loin d'être universelle, la séparation entre production et reproduction est donc née historiquement – avec le capitalisme. Mais elle n'a pas été donnée une fois pour toutes. Au contraire, cette division a évolué au fil du temps, prenant d'autres formes suivant les différentes phases de développement du capitalisme. Au cours du ^{xx}e siècle, certains aspects de la reproduction sociale, transformés en services ou en biens publics, ont été sortis de la sphère privée sans être marchandisés. Aujourd'hui, nous connaissons une division d'un nouveau type, car le néolibéralisme s'approprie ou marchandise ces services, en même temps qu'il marchandise pour la première fois d'autres aspects de la reproduction sociale. De plus, en exigeant une réduction des dépenses dans le secteur public tout en recrutant massivement des femmes dans des emplois de service faiblement rémunérés, la forme actuelle du capitalisme redessine les frontières institutionnelles qui séparaient auparavant production marchande et reproduction sociale – et reconfigure la hiérarchie de genre dans le processus. L'autre phénomène important, c'est qu'il cannibalise la reproduction sociale en laissant le capital la dévorer sans contrepartie et sans la reconstituer. Le résultat, c'est que cette condition vitale pour l'accumulation devient un foyer d'embrasement majeur de la crise capitaliste¹.

¹ Lire *infra* chap. III, p. 97.

De l'économie à l'écologie

Nous allons examiner un deuxième changement important de perspective épistémique, qui nous orientera vers un nouvel antre secret. La meilleure illustration en est donnée par les travaux de penseurs écosocialistes qui étudient aujourd'hui un autre scénario d'arrière-plan : la cannibalisation de la nature par le capitalisme. Cette histoire est celle de l'annexion – ce que Rosa Luxemburg appelait le *Landnahme* – de la nature par le capital, qui en fait une source d'« intrants » pour la production et une « vidange » pour les déchets dont la production est responsable. La nature est transformée en ressource pour le capital, une ressource dont la valeur est à la fois présumée et niée. Dans la comptabilité du capital, la nature apparaît comme un intrant qui ne coûte rien : on se l'approprie gratuitement ou à peu de frais, sans la remettre en état ni la reconstituer, selon le postulat tacite qu'elle peut s'autorestauroir à l'infini. Ainsi, par sa capacité à donner la vie et à se renouveler, la Terre devient à son tour une condition d'arrière-plan nécessaire à la production de marchandises et à l'accumulation du capital – et donc un autre objet de cannibalisation.

Structurellement, le capitalisme établit, ou plutôt inaugure, une séparation nette entre un règne naturel – conçu comme un réservoir gratuit et inépuisable de « matières premières » disponibles – et un règne économique, conçu comme une sphère de valeur produite par et pour les êtres humains. Ce qui va de pair avec un renforcement de la distinction préexistante entre l'humanité – censée relever

d'un ordre spirituel, socioculturel et historique – et la nature (non humaine), vue comme le monde matériel, objectivement donné et anhistorique. Ce qui a également renforcé cette distinction, c'est l'effondrement d'un monde antérieur dans lequel les rythmes de la vie sociale étaient à bien des égards adaptés à ceux de la nature non humaine. Le capitalisme a opéré une séparation brutale entre les êtres humains et les rythmes naturels et saisonniers, les enrôlant dans une production industrielle alimentée par des combustibles fossiles et dans une agriculture de profit dopée aux engrais chimiques. En provoquant ce que Marx appelait une « rupture métabolique⁸ », il a instauré ce que l'on a abusivement appelé « l'anthropocène », une ère géologique entièrement nouvelle dans laquelle « l'activité humaine » (en réalité, le capital) cannibalise la planète¹.

Apparue avec le capitalisme, cette division a évolué avec lui. La phase néolibérale actuelle a mis en place une nouvelle série d'*enclosures* – comme la marchandisation de l'eau – qui font entrer « plus de nature » (si l'on peut dire) dans le scénario de premier plan économique¹¹. En même temps,

1. Pour une critique du concept d'anthropocène, lire *infra* chap. IV, p. 136.

11. Marx voyait dans l'homme une partie de la nature et dans toute société un métabolisme (*Stoffwechsel*), un échange constant avec la nature médié par le travail ; il a ainsi théorisé la rupture de ce métabolisme dans le capitalisme. Marx et Engels ont dénoncé la dégradation, par la transformation des modes de production agricole et industriel, de la richesse des sols, de la santé des travailleurs, de l'air même des ateliers et des usines, de la nourriture, ou encore de la vie des familles ouvrières et des soins des mères à leurs enfants. [ndt]

le néolibéralisme promet de brouiller la frontière entre l'humain et la nature ; en témoignent les nouvelles technologies de reproduction et l'évolution constante des cyborgs⁹. Toutefois, loin d'offrir une « réconciliation » avec la nature, ces évolutions ne font qu'intensifier la cannibalisation de celle-ci par le capital. Contrairement aux *enclosures* dont parlait Marx¹⁰ qui ne faisaient « que » marchandiser des phénomènes naturels déjà existants¹, les nouvelles *enclosures* pénètrent « au cœur » de la nature, altérant sa grammaire interne. Enfin, le néolibéralisme marchandise l'écologisme : ainsi le trafic florissant des permis et des compensations carbone et des « produits dérivés environnementaux », qui attirent les capitaux au détriment des investissements à long terme et à grande échelle nécessaires pour sortir de formes de vie non durables fondées sur les combustibles fossiles. Cette attaque en règle contre les derniers biens communs écologiques transforme cette condition de l'accumulation du capital qu'est la nature en un autre foyer majeur de la crise capitaliste¹¹.

De l'économie au politique

Considérons à présent un troisième glissement épistémique essentiel, qui concerne les conditions politiques du capitalisme : sa dépendance à l'égard des pouvoirs publics pour établir et faire appliquer ses normes constitutives. Après tout,

le capitalisme est inconcevable en l'absence d'un cadre juridique qui protège l'entreprise privée et l'échange marchand. Son scénario de premier plan est foncièrement dépendant des pouvoirs publics qui garantissent la propriété, font respecter les contrats, tranchent les litiges, répriment les rébellions anticapitalistes et alimentent la masse monétaire, qui est le sang du capital. Historiquement, les pouvoirs publics se sont surtout incarnés dans des États territoriaux, y compris ceux qui opéraient à l'échelle transnationale en tant que puissances coloniales ou impériales. Ce sont les systèmes juridiques de ces États qui ont défini le périmètre prétendument dépolitisé dans lequel les acteurs privés pouvaient servir leurs intérêts « économiques », à l'abri des ingérences « politiques » déclarées, d'une part, et des obligations de clientélisme découlant des liens de parenté, d'autre part. De même, ce sont les États territoriaux qui ont mobilisé la « violence légitime » pour réprimer les résistances aux expropriations qui ont donné naissance aux rapports de propriété capitalistes et assurent leur pérennité. Enfin, ce sont ces États qui ont nationalisé et garanti la monnaie¹¹. On peut dire que, sur le plan historique, l'État a « constitué » l'économie capitaliste.

Nous rencontrons ici une autre division structurelle majeure, constitutive de la société capitaliste : celle entre économie et gouvernance. Cette division s'accompagne d'une distinction institutionnelle entre pouvoir public et pouvoir privé, entre coercition politique et coercition économique. Comme les autres divisions fondamentales que nous avons examinées, celle-ci est née de l'effondrement d'un

I. Lire *supra* chap. I, note I, p. 19.

II. Lire *infra* chap. IV, p. 170.

monde antérieur. Ce qui a été démantelé ici, c'est un monde social dans lequel pouvoir économique et pouvoir politique étaient confondus de fait – ainsi, dans la société féodale, le contrôle de la main-d'œuvre, de la terre et de l'armée était confié à une unique institution, la vassalité. Dans la société capitaliste, au contraire, comme l'a finement montré la théoricienne Ellen Meiksins Wood, pouvoir économique et pouvoir politique sont séparés ; chacun se voit attribuer sa propre sphère, avec son organe et son *modus operandi*¹².

Cependant les conditions politiques du scénario de premier plan du capitalisme se situent également à l'échelle géopolitique – l'organisation de l'espace plus vaste dans lequel s'intègrent les États territoriaux. Dans cet espace, le capital se déplace assez facilement, compte tenu de son élan expansionniste. Mais sa capacité à opérer au-delà des frontières dépend du droit international, des dispositions négociées entre grandes puissances, et des régimes supranationaux qui pacifient pour partie (d'une manière favorable au capital) un domaine souvent imaginé comme un état de nature. Tout au long de son histoire, le scénario de premier plan du capitalisme s'est appuyé sur les capacités militaires et organisationnelles d'une succession de puissances hégémoniques mondiales qui, comme l'a affirmé le sociologue braudélien Giovanni Arrighi, ont tout fait pour faciliter l'accumulation à une échelle de plus en plus grande dans le cadre d'un système multiétatique¹³.

Nous trouvons ici d'autres divisions structurelles constitutives de la société capitaliste : la division westphalienne entre le national et l'international

d'un côté, et la division impérialiste entre centre et périphérie, de l'autre – qui s'appuient toutes deux sur la division plus fondamentale entre une économie capitaliste de plus en plus mondialisée, organisée comme un « système mondial », et un monde politique organisé comme un système international d'États territoriaux¹. Ces divisions sont en train de se transformer, car le néolibéralisme cannibalise les structures politiques sur lesquelles le capital s'est appuyé au cours de l'histoire, tant à l'échelle de l'État qu'à l'échelle géopolitique¹¹. Cela a pour effet de transformer « le politique » en un autre site majeur de crise systémique.

De l'exploitation à l'expropriation

Revenons à ce qui a inspiré notre réflexion : l'idée, selon Marx, que l'accumulation primitive est la condition historique préalable à l'accumulation du capital. Si l'on considère cette accumulation primitive comme une caractéristique continue du capitalisme moderne plutôt que comme un indicateur de son immaturité aujourd'hui dépassée, on peut concevoir un autre « antre derrière l'autre » dont l'activité est structurellement nécessaire à ce système social. La condition cachée ici, c'est

1. L'adjectif « westphalien » renvoie aux traités de Westphalie (24 octobre 1648) qui mirent fin à la guerre de Trente Ans et à la guerre d'indépendance des Pays-Bas espagnols. L'ordre westphalien correspond à une situation internationale dans laquelle les États exercent les fonctions régaliennes, sont souverains, et dont les limites correspondent, au moins idéologiquement, à celles des nations. [ndt]

11. Lire *infra* chap. V, p. 208.

l'expropriation – l'accaparement continu des richesses des populations assujetties et minorisées. Contrairement à l'idée commune qui voit dans l'expropriation l'antithèse du processus d'exploitation emblématique du capitalisme, nous soutenons au contraire qu'elle est la condition nécessaire à ce dernier.

Les deux « ex » contribuent en effet à l'accumulation, mais de manière différente. L'exploitation transfère de la valeur au capital sous le couvert d'un échange contractuel libre : en échange de leur force de travail, les travailleurs reçoivent un salaire qui leur donne (en principe) de quoi vivre ; tout en s'appropriant leur « temps de travail supplémentaire », le capital paie (en principe) au moins leur « temps de travail nécessaire ». Dans l'expropriation, en revanche, les capitalistes se dispensent de toutes ces subtilités : ils confisquent purement et simplement les biens d'autrui sans rien payer ou presque ; en transférant dans leur entreprise le travail, la terre, les minéraux et/ou l'énergie réquisitionnés, ils abaissent leurs coûts de production et augmentent leurs profits. Ainsi, loin de s'exclure, l'expropriation et l'exploitation vont de pair. Les travailleurs salariés doublement libres transforment des « matières premières » – pillées – sur des machines alimentées par des sources d'énergie – confisquées. Leurs salaires sont maintenus à un niveau bas par la mise à disposition de nourriture produite par des paysans endettés sur des terres volées et de biens de consommation fabriqués dans des ateliers clandestins par des « autres », non libres ou dépendants, dont les coûts de reproduction ne sont pas entièrement rémuné-

rés. L'exploitation repose donc sur l'expropriation, qui la rend rentable. Loin d'être circonscrite à la genèse du système, elle est une caractéristique intrinsèque de la société capitaliste, aussi constitutive et structurellement ancrée que l'exploitation.

En outre, la distinction entre les deux « ex » renvoie à une hiérarchie de statut. Les travailleurs exploitables se voient reconnaître le statut d'individus et de citoyens titulaires de droits ; ils bénéficient de la protection de l'État et peuvent disposer librement de leur force de travail. Au contraire, les « autres » – les expropriables – sont considérés comme des êtres non libres et dépendants ; dépourvus de protection politique, ils sont sans défense et par nature corvéables à merci. Ainsi, la société capitaliste divise les classes productrices en deux catégories d'individus : l'une qui se prête à la « simple » exploitation, l'autre que l'on voue à l'expropriation forcée. Cette division est une autre ligne de fracture institutionnalisée de la société capitaliste – aussi constitutive et structurellement enracinée que les divisions entre production et reproduction, société et nature, et économie et gouvernance.

Comme ces autres divisions, d'ailleurs, celle-ci sous-tend un mode de domination propre à la société capitaliste : l'oppression raciale-impériale. Ce sont les populations racisées qui, dans l'écrasante majorité des cas, se voient refuser toute protection politique dans la société capitaliste et sont victimes d'abus incessants¹. Qu'ils soient esclaves, sujets colonisés, « indigènes » conquis,

1. Lire *infra* chap. II, p. 60.

péons endettés, « illégaux », délinquants condamnés, sujets racisés des États d'apartheid et leurs descendants, tous subissent une expropriation continue – quand les ancêtres des citoyens-travailleurs ne l'ont subie qu'une bonne fois pour toutes. Ainsi, la division entre les deux « ex » coïncide approximativement mais incontestablement avec la ligne de couleur mondiale¹. Elle entraîne toute une gamme d'injustices structurelles, dont l'oppression raciale, l'impérialisme (ancien et nouveau), la spoliation des autochtones et le génocide.

Il s'agit donc d'une autre division structurelle constitutive de la société capitaliste. Également sujette à des changements historiques, cette division sert elle aussi de base à la cannibalisation. Elle est profondément imbriquée dans les autres divisions – et les crises qui les affectent aujourd'hui. À l'évidence, les aspects politiques, écologiques et sociaux-reproductifs de la crise sont inséparables de l'expropriation raciale, tant à la périphérie qu'au centre : en témoignent la collaboration du capital avec les pouvoirs politiques, tant nationaux que transnationaux, pour lui garantir les droits d'accès et de propriété sur les terres volées, la main-d'œuvre contrainte et les minéraux pillés ; sa dépendance à l'égard des zones racialisées pour y déverser ses déchets toxiques et se fournir en travail de *care* sous-payé ; son recours aux clivages

1. Forcée par Frederick Douglass en 1881, l'expression *color line* renvoie initialement à la ségrégation raciale qui a sévi aux États-Unis après l'abolition de l'esclavage. Elle désigne aujourd'hui la séparation faite dans le monde entre les personnes blanches et toutes les autres, considérées comme des « gens de couleur ». [ndt]

sociaux et à la haine raciale pour désamorcer, déplacer ou fomenter des crises politiques. En bref, les crises économiques, écologiques, sociales et politiques sont inextricablement liées à l'impérialisme et à l'oppression raciale, ainsi qu'à l'escalade des antagonismes qui leur sont associés.

Le capitalisme dépasse le champ de l'économie

Il y aurait beaucoup à dire sur chacun de ces points – cela fera l'objet des chapitres suivants. Mais à ce stade, l'idée maîtresse de mon argumentation devrait apparaître clairement. Partant de mon exposé initial sur le capitalisme, j'ai montré que ses caractéristiques économiques de premier plan dépendent de conditions d'arrière-plan non économiques. Ce système économique qui promeut la propriété privée, l'accumulation de valeur par « auto »-accroissement et l'affectation (par le marché) du surplus social et des principaux intrants – main-d'œuvre (doublement) libre comprise – à la production de marchandises est rendu possible par quatre conditions d'arrière-plan : la reproduction sociale, l'environnement, le pouvoir politique et l'apport continu de richesses confisquées aux populations racisées. Pour comprendre le capitalisme, il faut donc resituer le scénario de premier plan de Marx par rapport à ces quatre scénarios d'arrière-plan, et relier la perspective marxienne à d'autres courants émancipateurs de la théorie critique : féminisme, écologisme, politique, anti-impérialisme et antiracisme.

Quelle sorte d'animal est donc le capitalisme ? L'image que j'en donne ici n'a pas grand-chose à voir avec l'idée courante selon laquelle le capitalisme serait un système économique. Certes, les principales caractéristiques que nous avons identifiées relèvent à première vue de « l'économique ». Mais ces apparences sont trompeuses. L'une des particularités du capitalisme consiste à traiter les relations sociales qui le structurent *comme si* elles étaient économiques. En réalité, il est très vite apparu nécessaire d'évoquer les conditions « non économiques » d'arrière-plan qui ont permis à un tel « système économique » d'exister. Ces caractéristiques sont celles non pas d'une économie capitaliste, mais d'une *société* capitaliste. Loin de les balayer d'un revers de main, nous devons les intégrer dans notre compréhension de ce qu'est le capitalisme. Et cela veut dire qu'il faut reconcevoir le capitalisme comme quelque chose de plus vaste qu'une économie.

Le tableau que j'ai brossé ici diffère également de la représentation du capitalisme comme une forme réifiée de vie éthique qui se caractériserait par une marchandisation et une rentabilisation généralisées. Selon ce point de vue, exprimé notamment par Georg Lukács dans son célèbre essai « La réification et la conscience du prolétariat », la forme-marchandise colonise tous les aspects de la vie, marquant de son empreinte des phénomènes aussi divers que le droit, la science, la morale, l'art et la culture¹⁴. Je dirai pour ma part que, dans la société capitaliste, la marchandisation est loin d'être universelle. Au contraire, là où elle est présente, elle dépend pour son existence même de zones de

non-marchandisation, que le capital cannibalise de façon systématique.

Qu'elle soit sociale, écologique ou politique, aucune de ces zones non marchandisées n'est le simple reflet de la logique marchande. Chacune relève de grammaires normatives et ontologiques qui lui sont propres. Ainsi, les pratiques sociales orientées vers la reproduction (par opposition à la production) tendent à engendrer des idéaux de *care*, de responsabilité mutuelle et de solidarité¹⁵. De même, les pratiques relatives à la gouvernance, par opposition à l'économie, renvoient souvent à des principes de démocratie, d'autonomie publique¹ et d'autodétermination collective. Ou encore les pratiques liées aux conditions d'arrière-plan du capitalisme dans la nature non humaine tendent à prôner des valeurs comme la préservation de l'environnement, la non-domination de la nature et la justice entre générations. Enfin, les pratiques associées à l'expropriation, ou plutôt à la résistance à l'expropriation, promeuvent souvent des valeurs d'intégration ou, au contraire, d'autonomie communautaire.

Certes, ces normativités « non économiques » prennent souvent une forme hiérarchique et cloisonnée (dans le cas de la reproduction sociale), restreinte ou excluante (dans le cas de la gouvernance), romantique et sectaire (dans le cas de la nature non humaine), et indifférente à la classe et réifiée (dans le cas de l'expropriation). Il ne faut donc pas

I. L'autonomie publique s'exerce à travers « les droits à la participation politique », quand l'autonomie privée est « l'usage privé des libertés subjectives »¹⁶. [ndt]

les idéaliser. Néanmoins, elles s'écartent de façon notable des valeurs associées au premier plan du capitalisme : croissance, efficacité, échanges d'équivalents, choix individuel, liberté négative et promotion méritocratique.

Cet écart fait toute la différence dans la manière dont nous concevons le capitalisme. Loin de produire une logique de réification unique et généralisée, la société capitaliste est différenciée du point de vue normatif, puisqu'elle englobe une pluralité définie d'ontologies sociales distinctes mais interdépendantes. Reste à voir ce qui se passe lorsque celles-ci entrent en conflit. Mais la structure qui les sous-tend est déjà claire : la topographie normative particulière du capitalisme découle des relations entre premier plan et arrière-plan que nous avons identifiées. Pour qu'une théorie critique du capitalisme soit possible, il faut abandonner la vision du capitalisme comme une forme réifiée de vie éthique au profit d'une vision plus différenciée et structurelle.

Mais si le capitalisme n'est ni un système économique ni une forme réifiée de la vie éthique, qu'est-ce que c'est ? Je répondrai que le meilleur moyen de le concevoir, c'est de le considérer comme un ordre sociétal institutionnalisé, au même titre que, par exemple, le féodalisme. Appréhender le capitalisme de cette façon permet de mettre en évidence ses divisions structurelles, en particulier les divisions institutionnelles que j'ai identifiées. Nous avons vu que la séparation institutionnelle entre « production économique » et « reproduction sociale » est constitutive du capitalisme ; c'est cette division genrée qui fonde les formes proprement capitalistes

de domination masculine, même si elle permet également l'exploitation capitaliste de la force de travail et, ainsi, la légitimation de son mode d'accumulation. Le capitalisme se caractérise également par la séparation institutionnelle entre « économie » et « gouvernance » – séparation qui exclut des agendas des États territoriaux les questions définies comme économiques, ce qui permet au capital de sillonner un *no man's land* transnational où il récolte les bénéfices de l'ordre hégémonique tout en échappant au contrôle politique. Dans le capitalisme, la division ontologique, préexistante mais renforcée à l'extrême, entre son arrière-plan « naturel » (non humain) et son premier plan « humain » (en apparence non naturel) est également fondamentale. Tout aussi constitutive, enfin, est la division entre exploitation et expropriation, qui associe la (double) liberté de la classe ouvrière officielle du capitalisme à l'assujettissement non avoué des « autres », les racisés. Parler du capitalisme comme d'un ordre sociétal institutionnalisé fondé sur ces divisions, c'est souligner son imbrication non pas contingente mais structurelle avec la domination de genre, la dégradation écologique, l'oppression raciale-impériale et la domination politique – le tout bien évidemment conjugué à sa dynamique de premier plan, tout aussi structurelle et non contingente, fondée sur l'exploitation de la main-d'œuvre (doublement) libre.

Les luttes de frontières

Cela ne veut pas dire pour autant que les divisions institutionnelles du capitalisme sont établies une fois pour toutes. Au contraire, comme nous l'avons vu, la ligne de démarcation que tracent les sociétés capitalistes entre production et reproduction, économie et gouvernance, nature humaine et nature non humaine, exploitation et expropriation s'est déplacée au fil du temps, en fonction du régime d'accumulation. Et c'est précisément ainsi que nous pouvons identifier le capitalisme mercantile, le capitalisme libéral-colonial, le capitalisme monopolistique géré par l'État et le capitalisme néolibéral mondialisé : comme quatre manières historiquement déterminées de délimiter les différents domaines qui composent le capitalisme.

Il est tout aussi important de relever que la configuration de l'ordre capitaliste en un lieu et à une époque donnés dépend de la contestation – des rapports de force sociaux et de l'issue des luttes politiques. Loin d'être fixées une fois pour toutes, les divisions institutionnelles du capitalisme deviennent des foyers de conflit chaque fois que les acteurs se mobilisent pour contester ou défendre les frontières séparant l'économie du politique, la production de la reproduction, l'humain de la nature non humaine, et l'exploitation de l'expropriation. Dès lors qu'ils cherchent à replacer les processus contestés sur la carte institutionnelle du système, les sujets du capitalisme s'appuient sur des représentations normatives associées aux différents domaines que nous avons identifiés.

C'est ce qui se passe aujourd'hui. Par exemple, certains opposants au néolibéralisme s'appuient sur des idéaux de *care* et de responsabilité, liés à la reproduction, pour s'opposer aux mesures visant à marchandiser l'éducation. D'autres invoquent les principes écologiques de préservation de la nature et de justice entre générations pour militer en faveur du passage aux énergies renouvelables. D'autres encore en appellent à des idéaux d'autonomie publique, associés à la gouvernance, pour réclamer un contrôle international des capitaux et étendre la responsabilité démocratique au-delà de l'État. D'autres encore invoquent des normes d'intégration ou d'autonomie communautaire, propres à la résistance à l'expropriation, pour réclamer l'abolition des prisons et le dé-financement de la police. Ces revendications, tout comme les contre-revendications qu'elles suscitent inévitablement, sont l'essence même de la lutte sociale dans les sociétés capitalistes – aussi fondamentales que les luttes de classes pour le contrôle de la production marchande et la distribution de la plus-value privilégiées par Marx. Ces *luttes de frontières*, comme je les appellerai désormais, façonnent de manière décisive la structure des sociétés capitalistes¹⁷. Elles jouent un rôle constitutif dans la représentation du capitalisme en tant qu'ordre sociétal institutionnalisé.

Mettre l'accent sur les luttes de frontières permettra de dissiper l'impression fausse que le point de vue adopté ici serait fonctionnaliste – qu'il viserait à démontrer la façon dont chaque instance sert à renforcer le système. Certes, j'ai commencé par caractériser la reproduction sociale, l'écologie,

le pouvoir politique et l'expropriation comme des conditions d'arrière-plan nécessaires au scénario de premier plan du capitalisme, en soulignant leur fonctionnalité dans la production marchande, l'exploitation de la main-d'œuvre et l'accumulation du capital. Mais cette conjoncture structurelle ne rend pas compte de toute l'histoire des relations entre le premier plan et l'arrière-plan du capitalisme : elle coexiste avec une autre conjoncture, tout aussi centrale, déjà évoquée, qui émane de la caractérisation de sphères sociales, politiques, écologiques et périphériques-expropriables comme réservoirs de normativité « non économique ». Cela implique que, même si ces ordres « non économiques » rendent possible la production marchande, ils ne sont pas réductibles à cette fonction. Loin d'être totalement absorbé par la dynamique de l'accumulation ou d'y être entièrement soumis, chacun de ces autres secrets abrite une ontologie bien à lui de pratiques sociales et d'idéaux normatifs.

En outre, ces idéaux « non économiques » sont porteurs d'un fort potentiel critique et politique. En particulier en temps de crise, ils peuvent être mobilisés contre les pratiques économiques liées à l'accumulation du capital. Dans ces moments, les divisions structurelles qui servent d'ordinaire à isoler les diverses normativités dans leurs sphères institutionnelles respectives ont tendance à s'atténuer. Lorsque les divisions disparaissent, les sujets du capitalisme – qui vivent, après tout, dans plus d'une sphère – sont confrontés à des conflits normatifs. Loin d'introduire des idées « de l'extérieur », ils puisent dans la normativité complexe du capi-

talisme pour le critiquer, mobilisant contre lui la multiplicité des idéaux qui coexistent, parfois difficilement, dans un ordre sociétal institutionnalisé qui repose sur les divisions entre premier plan et arrière-plan. Ainsi, la conception du capitalisme en tant qu'ordre sociétal institutionnalisé nous aide à comprendre comment une critique du capitalisme est possible de l'intérieur de celui-ci.

Selon cette approche, il serait donc erroné d'envisager la société, la gouvernance, la nature et la périphérie de manière romantique, comme étant « à l'extérieur » du capitalisme et intrinsèquement opposées à lui. Cette vision romantique est aujourd'hui celle de bon nombre de penseurs anticapitalistes et de militants de gauche, notamment du côté du *cultural feminism*¹, de la *deep ecology*², du néo-anarchisme et du décolonialisme, ainsi

I. Le *cultural feminism* («féminisme culturel») remet en question les normes et les institutions dominantes en matière de genre, en se concentrant principalement sur la vie quotidienne, la famille, le corps et la sexualité. L'amélioration du statut politique et économique des femmes ne dépend pas seulement de changements juridiques ou économiques et d'une égalité formelle, mais d'une transformation culturelle beaucoup plus profonde. Une pratique importante de ce mouvement depuis les années 1970 a été la création d'espaces réservés aux femmes (collectifs, librairies, ateliers d'art...), où elles ont tenté de produire une nouvelle conscience libérée du patriarcat et de s'engager dans des modes de vie radicalement différents. [ndt]

II. Théorisée par le philosophe norvégien Arne Næss, la *deep ecology* (littéralement «écologie profonde») appelle à rompre avec la relation d'instrumentalisation de la nature et s'oppose à «l'écologie superficielle», qu'elle juge anthropocentrique et utilitariste. Elle prône également la reconstruction du lien social en intégrant des valeurs telles que la solidarité, l'équité, l'égalitarisme, la symbiose, et met l'accent sur la nécessité de renouer avec d'autres cultures. [ndt].

que de nombreux partisans d'économies de « post-croissance », de « subsistance », ou encore d'économies « plurielles¹ » ou « sociales et solidaires ». Trop souvent, ces courants considèrent le *care*, la « nature », l'action directe, le *commoning* ou le (néo-)communalisme^{II} comme intrinsèquement anticapitalistes. Ce faisant ils négligent le fait que, tout en étant porteuses d'une charge critique, leurs pratiques préférées font aussi totalement partie de l'ordre capitaliste.

Mon approche du capitalisme montre au contraire que la société, la gouvernance, la nature et la périphérie expropriable sont apparues en même temps que l'économie et se sont développées en symbiose avec elle. Elles sont de fait les « autres » du capitalisme et n'acquièrent leur caractère spécifique que par opposition à lui. Ainsi, production et reproduction forment un tout dans lequel chaque terme est codéfini par l'autre. Aucun n'a de sens s'il n'est pas associé à l'autre. On relève ainsi d'autres « paires » : économie et gouvernance,

I. L'économie plurielle est une conception de l'économie qui se distingue de la vision contemporaine selon laquelle seules des entreprises capitalistes dans un marché « libre » sont efficaces. Elle promeut la diversité des initiatives qui produisent de la « richesse » (c'est-à-dire du mieux-être) dans une société, notamment les biens et services offerts par les gouvernements et par les entreprises d'économie sociale (organismes sans but lucratif et coopératives). [ndt]

II. Le communalisme est une théorie politique qui propose la commune comme unité politique où le pouvoir serait exercé en démocratie directe sous la forme d'assemblées populaires locales, ouvertes à toutes et à tous, et fédérées entre elles. Dans la seconde moitié du xx^e siècle, le penseur états-unien Murray Bookchin a théorisé le communalisme libertaire et écologique¹⁸. [ndt]

nature et être humain, centre et périphérie. Faisant partie intégrante de l'ordre capitaliste, aucun des règnes « non économiques » ne permet d'adopter un point de vue totalement extérieur susceptible de nourrir une forme de critique absolument pure et totalement radicale. Au contraire, les projets politiques qui font appel à un « en dehors du capitalisme » fantasmé finissent le plus souvent par recycler des stéréotypes capitalistes, opposant la féminité nourricière à l'agressivité masculine, la coopération spontanée au calcul économique, l'organicisme holistique de la nature au spécisme anthropocentrique, le communautarisme de subsistance à l'individualisme occidental. Ceux qui fondent leurs luttes sur ces oppositions reflètent sans le vouloir l'ordre sociétal institutionnalisé de la société capitaliste, au lieu de le remettre en cause.

Pour analyser correctement les relations entre le premier plan et l'arrière-plan du capitalisme, il faut donc garder à l'esprit trois idées distinctes. Tout d'abord, les domaines « non économiques » du capitalisme servent de conditions d'arrière-plan à son économie ; cette dernière dépend, pour son existence même, des valeurs et des intrants des premiers. Ensuite, ces domaines ont tout de même un poids et une identité propres, qui peuvent dans certaines circonstances alimenter la lutte anticapitaliste. Néanmoins – et c'est le troisième point – ces domaines sont partie intégrante de la société capitaliste : ils se sont historiquement co-constitués en parallèle avec son économie, et gardent la trace de cette symbiose.

Crises de cannibalisation

Ajoutons à cela une quatrième idée, qui nous ramène au problème de la crise par lequel j'ai commencé mon propos. Les relations entre le premier plan et l'arrière-plan du capitalisme sont une source intrinsèque d'instabilité sociale. Comme nous l'avons vu, loin d'être autosuffisante, la production capitaliste vit aux crochets de la reproduction sociale, de la nature, du pouvoir politique et des populations expropriées; or sa propension à l'accumulation sans fin menace de déstabiliser les conditions mêmes de son existence.

Dans le cas de ses conditions environnementales, ce que le capitalisme menace, ce sont les processus naturels qui alimentent la vie et fournissent les intrants matériels nécessaires à l'approvisionnement social¹. Dans le cas de ses conditions socio-reproductives, ce qu'il met en péril, ce sont les processus socioculturels qui garantissent les relations de solidarité, les dispositions affectives et les horizons de valeurs qui fondent la coopération sociale, tout en fournissant le vivier d'êtres humains dûment socialisés et qualifiés qui constituent la « main-d'œuvre ». Dans le cas de ses conditions politiques, ce qu'il compromet, ce sont les pouvoirs publics, tant nationaux que transnationaux, qui protègent la propriété, font respecter

1. Les processus d'approvisionnement social (*social provisioning process*) peuvent être compris comme « une vaste gamme d'activités, y compris les activités marchandes et non marchandes, rémunérées et non rémunérées, entreprises par des agents humains et des organisations en activité dans le but d'assurer leur survie et leur reproduction »¹⁹. [ndt]

les contrats, tranchent les litiges, répriment les rébellions anticapitalistes et préservent la stabilité monétaire. Dans le cas de la dépendance du capital aux richesses expropriées, ce qui est en cause, c'est l'universalisme autoproclamé du système – et donc sa légitimité – ainsi que la capacité des classes dominantes à gouverner de manière hégémonique par le biais d'un système qui inclut le consentement et la contrainte. Dans chacun de ces cas, le système nourrit une tendance intrinsèque à l'autodéstabilisation. Faute de pouvoir remplacer ou reconstituer ses antres secrets, le capital dévore avec persistance les fondements mêmes sur lesquels il repose. Comme un serpent qui se mord la queue, il cannibalise les conditions de sa propre existence.

Telles sont, dans la langue de Marx, les quatre « contradictions du capitalisme » – écologique, sociale, politique et raciale-impériale – qui correspondent à quatre types de cannibalisation et incarnent autant de « tendances aux crises ». Mais, à la différence des tendances aux crises mentionnées par Marx, celles-ci n'ont pas pour origine les contradictions à l'intérieur de l'économie capitaliste. Elles sont en fait le fruit des contradictions entre le système économique et ses conditions d'arrière-plan – entre production et reproduction, société et nature, économie et gouvernance, exploitation et expropriation²⁰. Elles ont pour effet, comme nous l'avons vu, de provoquer toutes sortes de luttes sociales dans la société capitaliste : non seulement des luttes de classes – au sens restreint du terme – sur le lieu de production, mais aussi des luttes de frontières autour de l'écologie, de la

reproduction sociale, du pouvoir politique et de l'expropriation. Dans la perspective élargie du capitalisme en tant qu'ordre sociétal institutionnalisé, ces luttes – qui sont autant de réactions aux crises inhérentes au système – sont endémiques.

À quel type de critique nous conduit cette perspective élargie? Concevoir le capitalisme comme un système cannibale suppose une réflexion critique à plusieurs niveaux, à l'instar de celle développée par Marx dans *Le Capital*. Selon la lecture que j'en fais, Marx entrecroise une critique systémique de la tendance inhérente du capitalisme à provoquer des crises (économiques), une critique normative de sa dynamique intrinsèque qui la pousse à la domination (de classe), et une critique politique du potentiel émancipateur de transformation sociale inhérent à sa forme caractéristique de lutte (des classes).

L'approche dont j'ai exposé les grandes lignes fait appel au même genre de trames critiques entremêlées, mais le tissage est ici plus complexe car chaque trame est faite de multiples fils. La critique de la crise systémique inclut non seulement les contradictions économiques analysées par Marx, mais aussi les quatre « *contradictions d'inter-règnes* » citées ici : en mettant en péril la reproduction sociale, l'écologie, le pouvoir politique et l'expropriation continue des populations racisées, ces contradictions déstabilisent les conditions d'arrière-plan nécessaires à l'accumulation du capital. De même, la critique de la domination englobe non seulement les formes de domination de classe (centrées sur la production) analysées par Marx, mais aussi les formes de domination politique ou

raciale-impériale, de domination de genre et de domination de la nature. Enfin, la critique politique englobe plusieurs ensembles d'acteurs – classes, genres, groupes statutaires, « races », nations et *dèmoi*¹ – et plusieurs vecteurs de luttes : non seulement les luttes de classes, mais aussi les luttes de frontières, qui contestent la séparation entre, d'une part, les zones périphériques sociales, politiques, naturelles et expropriables et, d'autre part, l'« économie ».

Ce qui relève d'une lutte anticapitaliste est donc beaucoup plus vaste que ce que les marxistes retiennent traditionnellement. Dès que l'on passe du scénario de premier plan au scénario d'arrière-plan, toutes les conditions d'arrière-plan indispensables à l'exploitation de la main-d'œuvre deviennent des foyers de conflit dans la société capitaliste – non seulement des luttes entre main-d'œuvre et capital sur le lieu de production, mais aussi des luttes de frontières autour de la domination de genre, de l'écologie, du racisme, de l'impérialisme et de la démocratie. Mais, autre point important, ces dernières apparaissent désormais sous un nouveau jour : ce sont des luttes à l'intérieur du, autour du et (dans certains cas) contre le capitalisme lui-même. Si elles parvenaient à s'appréhender elles-mêmes sous cet angle, ces luttes pourraient être amenées à coopérer, voire à s'unir. Dans ce cas, leur potentiel d'émancipation résiderait dans leur capacité à envisager de

1. Pluriel de *demos*, qui désigne en grec l'ensemble des citoyens actifs ayant leur mot à dire dans la prise de décision sur les questions publiques. [ndt]

nouvelles configurations, non pas « simplement » de l'économie, mais aussi de la relation de l'économie à la société, à la nature et à la gouvernance. Repenser les divisions structurelles qui ont historiquement constitué les sociétés capitalistes deviendrait alors la tâche principale des acteurs sociaux et des théoriciens critiques engagés en faveur de l'émancipation au *xxi^e* siècle.

Ce programme constitue le cœur et l'âme de ce livre. Dans les chapitres qui suivent, j'examinerai de plus près chacun des quatre autres secrets que j'ai présentés ici. En intégrant l'analyse structurelle à la réflexion historique et à la théorisation politique, je dévoilerai les formes de cannibalisation propres à chacun : la dynamique raciale-impériale de la séparation entre exploitation et expropriation, qui entretient l'appétit du monstre avide de populations à châtier en toute impunité (chapitre II); la dynamique genrée de son couple reproduction-production qui fait du système un dévoreur de *care* (chapitre III); la dynamique écoprédatrice de son opposition entre nature et humanité qui jette notre planète dans la gueule du capital (chapitre IV); enfin, le besoin compulsif de dévorer le pouvoir public et de vider la démocratie de sa substance, qui est inscrit dans la division emblématique établie par le système entre économie et gouvernance (chapitre V). Les deux derniers chapitres explorent les conséquences pratiques d'une conception du capitalisme en tant que cannibale; comment cette vision modifie notre compréhension du socialisme (chapitre VI) et de la pandémie de Covid-19 (épilogue).